



A

**DIRECTION DES AFFAIRES IMMOBILIERES ET DU PATRIMOINE – DEPARTEMENT
ÉLECTRICITE**

MAINTENANCE DE LA CENTRALE DES GROUPES ÉLECTROGÈNES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

ACCORD-CADRE N°25F080

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

(CCAP)

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	5
1.1. Objet	5
1.2. Allotissement	5
1.3. Procédure	5
1.4. Forme	5
1.5. Durée	6
1.5.1. Durée de validité de l'accord-cadre	6
1.5.2. Durée maximum d'exécution des bons de commande	6
1.6. Montants	6
1.7. Lieux d'exécution	6
ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES	6
2.1. Pièces particulières	Erreur ! Signet non défini.
2.2. Pièces générales	Erreur ! Signet non défini.
2.3. Pièces fournies par le titulaire	Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 3 - RELATIONS ENTRE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET LE TITULAIRE	7
3.1. Représentation des parties	7
3.1.1. Représentant de l'acheteur	7
3.1.2. Représentant du titulaire	8
3.1.3. Récusation	8
3.1.4. Formes des notifications entre les parties	8
3.2. Obligations du titulaire	8
3.2.1. Engagements du titulaire – Obligation de conseil	8
3.2.2. Conformité aux normes	9
3.2.3. Respect de la réglementation relative au travail dissimulé	9
ARTICLE 4 - PRIX	10
4.1. Contenu et caractéristiques des prix pratiqués	10
4.2. Application de la taxe sur la valeur ajoutée	10
4.3. Variation dans les prix	10
4.4. Prestations similaires	11
4.5. Moyens mis gratuitement à disposition du titulaire	11
ARTICLE 5 - CLAUSE DE RÉEXAMEN	11
ARTICLE 6 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT	12
6.1. Modalités de facturation	12
6.2. Mode de règlement	13
6.3. Comptable assignataire des paiements – Nantissement ou cession de créances	13
6.4. Répartition des paiements en cas de groupement ou de sous-traitance	13
6.5. Présentation des demandes de paiement	13

6.6. Avance	14
ARTICLE 7 - SOUS-TRAITANCE	14
7.1. Désignation de sous-traitants	14
7.2. Modalités de paiement direct des sous-traitants	15
ARTICLE 8 - RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES	15
8.1. Responsabilité	15
8.2. Assurances	16
ARTICLE 9 - CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	16
9.1. Émission des bons de commande	16
9.1.1. Modalités d'émission des bons de commande	16
9.1.2. Contenu des bons de commande	16
9.1.3. Modification ou annulation d'un bon de commande	17
9.1.4. Intervention en urgence	17
9.2. Émission des devis	17
9.3. Accès aux locaux	18
9.4. Modalité d'intervention- Remise des documents	18
9.5. Gestion des déchets et nettoyage de site	19
9.6. Suivi d'exécution des prestations	19
9.7. Qualité des prestations	19
9.8. Logistique et livraison	19
9.9. Obligations de résultat du titulaire	20
ARTICLE 10 - CLAUSEs ENVIRONNEMENTALE	20
ARTICLE 11 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	21
11.1. Opérations de vérifications	21
11.2. Admission, ajournement, réfaction et rejet	21
11.3. Mesures coercitives-Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire	21
11.4. Evaluation du titulaire	21
11.5. Transfert de propriété	22
11.6. Garantie	22
ARTICLE 12 - DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS	22
12.1. Délais d'exécution	22
12.1.1. Décompte des délais	22
12.1.2. Délais d'exécution des prestations	22
12.2. Pénalités	22
ARTICLE 13 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ	25
ARTICLE 14 - CONFIDENTIALITÉ – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES	25
14.1. Obligation de confidentialité	25

14.2. Règles de sécurité applicables à l'accès aux locaux et/ou aux ressources informatiques	26
14.3. Protection des données à caractère personnel _____	26
ARTICLE 15 - RÉSILIATION – LITIGES - LANGUE _____	27
15.1. Résiliation _____	27
15.2. Litiges _____	27
15.3. Langue _____	28
ARTICLE 16 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX _____	28
ANNEXE – PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL _____	28

ARTICLE 1 - OBJET - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. Objet

L'accord a pour objet la maintenance préventive, corrective et améliorative des 4 groupes électrogènes de l'Assemblée nationale répartis de la manière suivante :

- 3 groupes électrogènes appelés « centrale électrique » situés au Palais Bourbon. Ces centrales électriques alimentent toutes les installations de sécurité au sens du règlement de sécurité incendie dans les ERP. Elles sont aussi utilisées comme source de remplacement intégral pour plusieurs bâtiments ;
- 1 groupe électrogène de sécurité situé dans au 33 rue Saint-Dominique (appelé Las Cases). Ce groupe alimente les installations de sécurité de ce bâtiment au sens du règlement de sécurité incendie dans les établissements recevant du public (ERP).

Ce marché impose au titulaire **une exigence de disponibilité maximale et des obligations de résultat** pour les prestations de maintenance préventive (taux de panne annuel à ne pas dépasser), pour les prestations de maintenance corrective (délais d'intervention, de dépannage et de réparation à respecter) et pour la maintenance améliorative (nouveaux équipements sous garantie). **Les opérations de maintenance corrective sont à réaliser 24h/24h, 7j/7j.**

Les dispositions du cahier des clauses techniques particulières (CCTP) décrivent les modalités d'exécution des prestations.

1.2. Allotissement

L'accord-cadre n'est pas alloti.

1.3. Procédure

Le présent accord-cadre est passé selon une **procédure d'appel d'offres ouvert** en application des articles L. 2124-2, R. 2124-1, R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

1.4. Forme

Le marché est conclu sous la forme d'un accord-cadre mono attributaire comprenant des prestations forfaitaires et des prestations à bons de commande, conformément aux dispositions des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique.

La notification de l'accord-cadre vaut ordre de service (OS) de début d'exécution de la partie forfaitaire.

NB : Lorsque le terme « marché » est employé dans ce document, il désigne l'accord-cadre.

1.5. Durée

1.5.1. Durée de validité de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée de vingt-quatre (24) mois à compter de sa date de notification.

Il est ensuite susceptible d'être tacitement reconduit une (1) fois dans les mêmes termes sans que la durée totale n'excède quatre (4) ans. En cas de non-reconduction, le titulaire du marché en est informé par lettre recommandée avec accusé de réception au moins trois (3) mois avant la date de la reconduction. La non-reconduction de l'accord-cadre n'ouvre droit à aucune indemnisation au profit du titulaire.

1.5.2. Durée maximum d'exécution des bons de commande

Les bons de commande peuvent être notifiés au titulaire pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre. Passé ce délai, aucun bon de commande ne peut être notifié.

Les bons de commande déjà notifiés s'exécutent jusqu'à leur terme. Toutefois leur durée d'exécution ne saurait dépasser de plus de trois (3) mois la date de fin de validité de l'accord-cadre.

1.6. Montants

L'accord-cadre à bons de commande est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 487 750 € TTC sur deux (2) ans soit 975 500 € TTC sur sa durée totale.

1.7. Lieux d'exécution

L'accord-cadre est exécuté dans les locaux de l'Assemblée nationale, à Paris 7^e arrondissement, aux adresses suivantes :

- le Palais-Bourbon (126 et 128 rue de l'Université) ;
- l'ensemble immobilier d'Olympe de Gouges (33 rue Saint Dominique - Las Cases).

ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, le marché est régi par les pièces suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- L'AE (acte d'engagement) dûment complété, et son annexe ;
- Le présent CCAP (cahier des clauses administratives particulières) et son annexe, dont l'exemplaire conservé par l'administration fait seul foi ;
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) – Électricité courants forts applicable à l'Assemblée nationale version février 2025 ;
- Le CCTP (cahier des clauses techniques particulières) et ses annexes, dont l'exemplaire conservé par l'administration fait seul foi ;

- Les pièces financières (décomposition du prix forfaitaire et bordereau des prix unitaires) ;
- Le mémoire technique présenté sous la forme d'un cadre de réponse technique (CRT).
- Les ordres de service valant bons de commande émis par le directeur du service des Affaires immobilières et du patrimoine. Pour l'exécution du présent accord-cadre, les termes « bon de commande » et « ordre de service » désignent l'acte unilatéral notifié par l'Assemblée nationale prescrivant une prestation à exécuter, conformément au cahier des charges ;
- Le cahier des clauses générales applicables aux marchés publics de la direction des Affaires immobilières et du patrimoine (CCG-AN) - version novembre 2022 ;
- La charte graphique de l'Assemblée nationale ;
- le CCAG-FCS (cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ; ce document n'est pas joint au présent marché mais est réputé être connu par le titulaire.

Ces documents, dont les exemplaires conservés par l'administration font seuls foi, sont hiérarchisés : en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles de l'accord-cadre, elles prévalent dans l'ordre où elles sont mentionnées.

ARTICLE 3 - RELATIONS ENTRE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET LE TITULAIRE

3.1. Représentation des parties

3.1.1. Représentant de l'acheteur

L'acheteur est l'Assemblée nationale représentée par le Collège des Questeurs.

Le représentant de l'Assemblée nationale pour le suivi administratif, juridique et financier du présent accord-cadre est le directeur de des affaires immobilières et du patrimoine ou toute personne désignée par ses soins.

L'interlocuteur principal du titulaire pour le suivi opérationnel de l'exécution de l'accord-cadre, au sein de la DAIP, est le chef du département électricité.

Les autres représentants de l'Assemblée nationale, interlocuteurs du titulaire sont :

- le chef adjoint du département Électricité ;
- l'ingénieure chargée de la maintenance des installations électriques ;
- les électrotechniciens, chargés de l'exploitation des installations.

La liste nominative et les coordonnées des personnels de l'Assemblée nationale, correspondants du titulaire, sont communiquées après notification de l'accord-cadre.

3.1.2. Représentant du titulaire

Dès la notification, le titulaire désigne au sein de cette équipe un interlocuteur unique de l'Assemblée nationale pour le représenter en permanence dans le suivi et l'exécution du marché, sans préjudice des fonctions opérationnelles assurées sur le site de l'Assemblée nationale par les différents intervenants et par l'équipe d'encadrement.

Les coordonnées de cet interlocuteur devront être communiquées au département Électricité dans les dix jours qui suivent la notification du marché.

Le chargé d'affaires doit être présent aux réunions auxquelles il est convoqué par les représentants de l'Assemblée nationale. Il assure notamment la présentation du bilan annuel de maintenance avec un représentant du corps technique du titulaire en cas de besoin ou de demande de l'Assemblée nationale.

- Modalités de remplacement :

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, lorsqu'une personne nommément désignée pour exécuter les prestations n'est plus en mesure d'accomplir ses tâches, le titulaire doit procéder à son remplacement dans un délai de 7 jours à compter du premier jour de l'absence, par une autre personne possédant, pour la prestation à assurer, une qualification et des compétences au moins équivalentes à celles de la personne initialement prévue. Le remplacement doit être agréé par la personne chargée du suivi opérationnel de l'exécution des prestations. Le changement éventuel d'interlocuteur à l'initiative du titulaire devra être notifié au responsable du département électricité de la DAIP.

3.1.3. Récusation

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, pendant toute la durée d'exécution du marché, l'acheteur se réserve le droit de récuser tout personnel du titulaire qui s'avérerait inadapté à l'exécution des prestations sans que sa décision ait à être justifiée. Le titulaire doit alors procéder à son remplacement dans un délai de 7 jours calendaires.

Sauf acceptation préalable de la personne chargée du suivi opérationnel de l'exécution des prestations, le remplacement de personnels du titulaire entre eux, pour convenances personnelles, est également considéré comme un motif de récusation sans autre justification.

3.1.4. Formes des notifications entre les parties

En application de l'article 3.1.1 du CCAG-FCS, la notification des décisions, observations ou informations qui font courir un délai est faite soit par courrier postal avec accusé de réception, soit par courrier électronique avec accusé de réception, aux adresses indiquées dans l'acte d'engagement du titulaire.

3.2. Obligations du titulaire

3.2.1. Engagements du titulaire – Obligation de conseil

Le titulaire s'engage à effectuer les prestations conformément aux spécifications et aux modalités décrites dans les documents contractuels, et notamment :

- à tenir l'Assemblée nationale informée périodiquement sur le déroulement des prestations et à l'informer sans délai de toute difficulté rencontrée dans la réalisation des prestations concernées ;
- à vérifier la teneur de tous les documents, informations, éléments qui lui sont

communiqués pour l'accomplissement des prestations et à indiquer à l'Assemblée nationale, dans les huit (8) jours calendaires de la communication, les erreurs décelées qui ont une incidence sur le déroulement des prestations ;

- à maintenir les compétences de ses personnels intervenant au titre du marché.

Le titulaire est tenu à une obligation de conseil et de mise en garde. À cet égard, il est de la responsabilité du titulaire d'identifier et d'alerter dans les délais les plus brefs l'Assemblée nationale, de toute difficulté ou évènement perturbateur nécessitant une décision, avec mise en évidence des enjeux, des risques, des solutions palliatives assorties d'une recommandation. Cette obligation de conseil s'exerce notamment par écrit via les rapports d'intervention, les saisies GMAO, et toute alerte adressée aux interlocuteurs désignés à l'article 3.1. Il signale en outre les difficultés et risques que certains choix peuvent entraîner dès lors que cette information relève des prestations objet du marché. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne peut se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de sa responsabilité.

3.2.2. Conformité aux normes

Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

3.2.3. Respect de la réglementation relative au travail dissimulé

Conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, le titulaire fournit tous les six mois à compter de la notification, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 (pièces fournies par le cocontractant établi en France) ou D. 8222-7 (pièces fournies par le cocontractant établi à l'étranger) ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail (liste nominative des salariés étrangers employés) soit, si le titulaire est établi ou domicilié en France :

- 1° de l'article D. 8222-5 : une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois (attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF) ;
- 2° de l'article D. 8222-5 : un extrait du registre pertinent (tel qu'un extrait K ou K bis) ;
- article D. 8254-2 : la liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du code du travail, liste établie à partir du registre unique du personnel précisant, pour chaque salarié : sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Si le titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, les déclarations sont à fournir par chaque membre du groupement

ARTICLE 4 - PRIX

4.1. Contenu et caractéristiques des prix pratiqués

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, tous les prix sont réputés comprendre, outre l'ensemble des frais afférents à l'exécution des prestations, la marge du titulaire et tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage et au transport jusqu'au lieu de livraison. Du fait de la visite de reconnaissance qu'il a effectuée préalablement à la remise de son offre, le titulaire est réputé avoir pris connaissance de l'état des lieux et des contraintes et sujétions du site. Le titulaire est également réputé avoir pris connaissance de tous les plans et documents fournis lors de la consultation, nécessaires à la formulation de son offre et à la réalisation des prestations. Les prix sont établis en tenant compte de l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu des prestations. À ce titre, le titulaire ne pourra prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque. Le prix est réputé comprendre l'ensemble des prestations nécessaires à l'exécution complète et conforme des prestations, même non expressément mentionnées dans la décomposition du prix forfaitaire.

Le présent accord-cadre est traité à prix forfaitaires pour la part forfaitaire et à prix unitaires pour la part à bons de commande.

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-FCS, la date d'établissement des prix est arrêtée au mois de janvier 2026.

Les prix sont constitués des prix figurant dans l'acte d'engagement et dans l'annexe financière.

4.2. Application de la taxe sur la valeur ajoutée

Les montants des sommes versées au titulaire sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

4.3. Variation dans les prix

Les prix du marché sont révisables.

Les prix sont révisés annuellement à compter de la date d'anniversaire de la notification de l'accord-cadre, à l'aide de la formule suivante :

$$P_1 = P_0 \times (Indice_1 / Indice_0)$$

Dans laquelle :

P_1 : prix révisé ;

P_0 : prix à la date d'établissement des prix (cf. article 4.1 ci-dessus) ;

$Indice_1$: dernière valeur publiée à la date d'anniversaire de la notification de l'accord-cadre ;

$Indice_0$: dernière valeur publiée de l'indice à la date d'établissement des prix (cf. article 4.1 ci-dessus).

L'indice de référence choisi en raison de sa structure pour la révision des prix est l'index du **bâtiment - Indice ICHT-IME - 1565183**

Les révisions sont ajustées à la hausse comme à la baisse. Les nouveaux prix ainsi révisés resteront inchangés pendant une période de 12 mois.

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage à faire parvenir à l'administration contractante, par courriel au secrétariat du département électricité : daip.electricite@assemblee-nationale.fr et au secrétariat de la DAIP daip.marches@assemblee-nationale.fr, l'état liquidatif des révisions de prix (article 11.3.2 du CCAG FCS), calculé selon la formule ci-dessus tous les 12 mois lors de l'envoi de sa facture.

En cas de fin de la série d'indice, la série de remplacement sera utilisée, assortie au besoin d'un coefficient de raccordement. En cas de disparition de la série sans remplacement, un nouvel indice sera proposé au titulaire; celui-ci aura la faculté de présenter des observations sur le nouvel indice dans un délai de dix jours calendaires à compter de la communication du nouvel indice. L'indice retenu sera réputé accepté à l'expiration de ce délai. En cas de désaccord de la part du titulaire, celui-ci pourra proposer l'utilisation d'un autre indice. La décision finale reviendra alors à l'acheteur, qui communiquera l'indice de remplacement à utiliser au titulaire.

La communication des prix révisés 15 jours après la date de révision des prix à la personne chargée du suivi opérationnel de l'exécution, s'accompagne de celle de l'indice de révision, obtenu par la même formule, sous la forme d'un pourcentage arrondi à la troisième décimale.

Les prix révisés seront arrondis à la deuxième décimale.

4.4. Prestations similaires

L'acheteur peut recourir à un marché sans publicité ni mise en concurrence pour la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché, tel que prévu par l'article R. 2122-7 du code de la commande publique.

4.5. Moyens mis gratuitement à disposition du titulaire

Outre les facilités dont bénéficie le titulaire pour l'exécution des prestations et son installation dans les conditions prévues par le CCG-AN, l'Assemblée nationale fournit à titre gratuit les prestations suivantes : eau et électricité, aux points de branchement indiqués par le représentant du département électricité.

ARTICLE 5 - CLAUSE DE RÉEXAMEN

En application des dispositions prévues à l'article R.2194-1 et suivants du code de la commande publique, l'Assemblée nationale se réserve la possibilité de modifier l'accord-cadre en cours d'exécution, dans la limite des besoins rendus nécessaires par l'évolution du périmètre d'intervention, du lieu d'exécution ou des conditions matérielles d'exercice des prestations, liés notamment à l'intégration d'un nouvel immeuble sis 15 Quai Anatole France, dans le courant de l'année 2027, mais sans modification de la nature globale de l'accord-cadre.

Ces modifications pourront porter, sans que cette liste soit limitative, sur :

- la modification du lieu d'exécution des prestations ;

- l'ajout, la suppression ou l'adaptation de prestations rendues nécessaires par ces évolutions ;

- l'ajustement des modalités logistiques ou techniques induites par l'intégration d'un nouveau site.

L'Assemblée nationale informera le titulaire au moins trois mois à l'avance de son intention de modifier l'accord-cadre. La mise en œuvre de tout ou partie de ces stipulations fera l'objet d'un avenant précisant les prestations concernées, les délais d'exécution et les ajustements tarifaires correspondants.

Les conditions de facturation et de paiement resteront inchangées, sauf stipulations contraires prévues dans l'avenant.

ARTICLE 6 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT

6.1. Modalités de facturation

Les prestations exécutées sur la partie forfaitaire sont payées trimestriellement à terme échu, conformément aux règles de la comptabilité de l'Assemblée nationale et sous réserve d'acceptation du service fait, sur présentation de factures récapitulatives en fin de chaque trimestre.

Ces factures comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les nom et adresse du titulaire,
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- la référence de l'accord-cadre (intitulé et numéro) ;
- la date et le numéro du bon de commande de l'Assemblée nationale ;
- la nature et la quantité des fournitures ou prestations commandées ;
- la date et l'adresse du lieu de livraison/d'exécution le cas échéant ;
- le bâtiment d'intervention et le ou les groupes électrogènes concernés ;
- Le montant forfaitaire des prestations / prix unitaire HT de chaque fourniture ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ;
- Le montant total TTC des fournitures livrées / prestations exécutées ;
- Le nom du service destinataire de la livraison.

Pour les prestations à bons de commande, la facturation doit être établie dans les deux mois suivant le rapport d'intervention du titulaire validé par le département électricité

6.2. Mode de règlement

Le règlement est effectué dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de réception de la demande de paiement ou de la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure, par virement bancaire informatisé.

En cas de dépassement du délai de paiement par l'Assemblée nationale, des intérêts moratoires sont dus au titulaire. Ils sont calculés sur le montant de la facture conformément à l'article R. 2192-31 du code de la commande publique.

6.3. Comptable assignataire des paiements – Nantissement ou cession de créances

Le comptable assignataire des paiements est Mme la Trésorière de l'Assemblée nationale.

La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R. 2191-55 du code de la commande publique (nantissement ou cession de créance) est Mme la Trésorière de l'Assemblée nationale.

6.4. Répartition des paiements en cas de groupement ou de sous-traitance

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire (ou à chacun des cotraitants en cas de groupement) et à ses sous-traitants.

En cas de groupement, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, ou le cas échéant à payer sur le compte unique de groupement.

6.5. Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques et numériques du titulaire, y compris ceux domiciliés à l'étranger, sont effectués de manière électronique et dématérialisée et exclusivement sur le portail de dématérialisation des factures électroniques de l'Assemblée nationale selon des modalités communiquées de manière dématérialisée au titulaire au début de l'exécution du marché.

Cette obligation s'applique aux sous-traitants admis au paiement direct et aux cotraitants admis à un paiement direct et individualisé.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, l'Assemblée nationale peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation au titulaire et l'avoir invité à s'y conformer.

En cas de manquement répété du titulaire, d'un de ses cotraitants ou d'un de ses sous-traitants admis au paiement direct, à l'obligation de transmission des factures via ce portail, l'Assemblée nationale peut appliquer la pénalité prévue à l'article 12.2« Pénalités » du présent document.

En cas de manquement réitéré et persistant et après mise en demeure du titulaire, le marché peut être résilié.

6.6. Avance

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance sera versée au titulaire dans les conditions prévues aux articles L.2191-2 et R.2191-3 à R.2191-19 du code de la commande publique. Le taux de l'avance est fixé à 5 % ou à 30 % lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise. L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, l'assiette de calcul de l'avance est diminuée du montant des prestations confiées au sous-traitant et donnant lieu au paiement direct. Le mandatement de l'avance interviendra dans un délai d'un mois à compter de la date d'effet de l'acte portant commencement d'exécution des prestations au titre desquelles est accordée cette avance. Le versement de cette avance et son remboursement sont effectués à la diligence du titulaire qui prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

En tout état de cause, le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire, par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes, ou de solde lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du bon de commande (ou à 50% lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise).

ARTICLE 7 - SOUS-TRAITANCE

7.1. Désignation de sous-traitants

Lorsque le titulaire entend recourir à un sous-traitant en cours d'exécution, il demande préalablement son acceptation à l'Assemblée nationale.

La demande d'agrément doit être accompagnée impérativement des pièces suivantes :

1. Formulaire DC4¹ (dans la dernière version en vigueur) dûment renseigné ou tout document équivalent ;
2. Tableau de répartition des sommes dues entre le titulaire et les sous-traitants admis au paiement direct (voir modèle annexé à l'acte d'engagement) ;
3. Attestations de régularité sociale et fiscale ;
4. Attestation d'assurance ;
5. Restitution le cas échéant de « l'exemplaire unique », si une copie de l'acte d'engagement a été délivrée au titulaire avec la mention « copie certifiée conforme à l'original délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance ».

La demande d'agrément du sous-traitant devra être envoyée par courriel à l'adresse suivante :

daip.marches@assemblee-nationale.fr

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par la signature par l'acheteur de l'acte spécial de sous-traitance (DC4). Le silence de l'acheteur gardé pendant vingt-et-un jours à compter de la réception des documents mentionnés à l'article

¹ Disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

R. 2193-3 du code de la commande publique vaut également acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

En cas de non déclaration dûment constatée, le titulaire de l'accord-cadre se verra appliquer, par sous-traitant non agréé, la pénalité prévue à l'article 12.2 « pénalités » du présent CCAP ; celui-ci se verra automatiquement interdire l'accès au site tant que sa situation n'aura pas été régularisée. Par ailleurs, l'Assemblée nationale se réserve le droit, conformément à l'article 41.1 du CCAG-FCS de prononcer la résiliation de l'accord-cadre en cas de non application des dispositions du présent article, dans les conditions prévues à l'article 15.1 du présent CCAP.

7.2. Modalités de paiement direct des sous-traitants

Conformément aux articles R. 2193-10 à R. 2193-16 du code de la commande publique, le sous-traitant bénéficiant du paiement direct adresse sa demande de paiement au représentant de l'Assemblée nationale chargé du suivi administratif, juridique et financier, ainsi que l'accusé de réception ou le récépissé attestant que le titulaire a par ailleurs reçu sa demande de paiement ou l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Ces documents sont adressés aux coordonnées ci-dessus mentionnés.

Rappel : Les cessions de créances ou nantissement peuvent faire obstacle au paiement direct des sous-traitants. Il est de ce fait impératif de restituer l'exemplaire unique délivré en vue du nantissement ou de la cession de créances lorsque le titulaire envisage de sous-traiter une partie de ses prestations. La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R. 2191-55 du code de la commande publique (nantissement ou cession de créance) est Mme la Trésorière de l'Assemblée nationale, 126 rue de l'Université, 75355 Paris 07 SP – Tel : 01.40.63.86.16. Pour les sous-traitants d'une entreprise du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par la personne publique contractante à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA. Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit également signer l'attestation.

ARTICLE 8 - RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES

8.1. Responsabilité

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est seul responsable des dommages causés directement ou indirectement pendant ses interventions :

- à son personnel, au personnel de l'Assemblée nationale ou à des tiers ;
- à ses biens, aux biens appartenant à l'Assemblée nationale ou à des tiers.

Le titulaire répond notamment des responsabilités, garanties et risques mis à sa charge par les articles 1240 à 1242, 1788 à 1791 du code civil.

Sont exclus de la responsabilité du titulaire, sous bénéfice de preuves apportées par celui-ci, les dommages et conséquences dus à l'intervention dommageable d'un tiers que le titulaire n'a matériellement pas eu la possibilité d'empêcher.

La responsabilité du titulaire peut être dégagée lorsqu'il apporte la preuve qu'il s'est trouvé dans l'impossibilité matérielle d'assurer sa prestation par le fait de l'Assemblée nationale ou par des causes non imputables à sa prestation (destruction par des tiers, vol, sinistres, etc.).

8.2. Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'Assemblée nationale et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9 du CCAG-FCS, il doit justifier, avant notification du marché, qu'il détient ces contrats d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution des prestations, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

Le titulaire est tenu de s'assurer que ses sous-traitants éventuels ont eux-mêmes souscrit la police d'assurances comportant les mêmes garanties que celles exigées du titulaire.

ARTICLE 9 - CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

9.1. Émission des bons de commande

9.1.1. Modalités d'émission des bons de commande

L'accord-cadre s'exécute aux moyens de bons de commande précisant la nature, la quantité, le délai de réalisation et le montant des prestations ou fournitures qui sont demandées par l'Assemblée nationale.

Est habilité à signer les bons de commande le directeur des affaires immobilières et du patrimoine de l'Assemblée nationale ou son représentant. Les bons de commande sont notifiés par l'Assemblée nationale au titulaire sur la base des prix indiqués dans les annexes financières de l'acte d'engagement. Un bon de commande peut porter sur une ou plusieurs prestations.

Les bons de commande sont notifiés par messagerie électronique au titulaire, qui doit en accuser réception. La date de l'accusé de réception vaut date de notification du bon de commande.

9.1.2. Contenu des bons de commande

Chaque bon de commande comporte les mentions suivantes :

- la référence de l'accord-cadre ;
- la désignation des matériels commandés ;
- la quantité commandée ;
- les prix unitaires H.T de chaque fournitures / prestations ;

- le montant total HT et TTC du bon de commande ;
- le délai d'exécution (les dates de début et de fin, ainsi que la durée d'exécution des prestations/la date de livraison) ;
- le lieu exact de livraison si différent du lieu de réception convenu.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande appellent des observations de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit à la DAIP dans un délai de 5 jours ouvrables à compter de la date de réception du bon de commande. À défaut d'observations dans ce délai, le bon de commande est réputé accepté sans réserve par le titulaire.

9.1.3. Modification ou annulation d'un bon de commande

L'Assemblée nationale peut à tout moment annuler ou modifier un bon de commande, qu'il ait ou non reçu un commencement d'exécution.

En cas d'annulation ou de suspension d'un bon de commande, sans faute du titulaire, ce dernier peut adresser à l'Assemblée nationale une demande de dédommagement relative aux dépenses engagées par lui dans le cadre de cette commande. La demande est examinée puis modifiée, acceptée ou rejetée par l'Assemblée nationale au vu du mémoire transmis à son appui et accompagné des originaux des justifications afférentes.

La modification ou l'annulation est notifiée par messagerie électronique au titulaire, qui doit en accuser réception.

9.1.4. Intervention en urgence

Lorsque le bon de commande émis par l'Assemblée nationale indique que les travaux demandés constituent une intervention en urgence, le titulaire s'engage à mettre immédiatement en œuvre l'ensemble des moyens dont il dispose dans les meilleurs délais.

Le délai d'intervention sur site pour la réalisation des travaux demandés en urgence doit être inférieur à 24 heures.

9.2. Émission des devis

Suivant le calendrier de remplacement ou de la demande formulée par l'Assemblée nationale et préalablement à l'établissement du bon de commande, le titulaire établit un devis sur la base des prix renseignés au bordereau des prix unitaires et le fait parvenir simultanément par courriel au chef de département électricité de la direction des Affaires immobilières et du patrimoine, à son adjoint et, si besoin est, au destinataire désigné par le chef de département électrique ou son adjoint.

L'acheteur transmet ses demandes de devis et leur délai d'exécution par messagerie électronique au titulaire, qui doit y répondre dans un délai de 3 jours ouvrés à compter de la date de transmission.

Le cas échéant, le titulaire dispose **d'un délai de deux (2) jours ouvrés à compter de la demande de l'Assemblée pour visiter les locaux concernés**, afin de vérifier, les cotes et les quantités à mettre en œuvre conformément aux prescriptions du CCTP.

La durée de validité du devis est de 2 mois à compter de sa date d'envoi.

Les devis du titulaire comportent :

- les nom et adresse du titulaire ;
- un identifiant et une date ;
- la référence de l'accord-cadre (numéro de l'accord-cadre / du lot) ;
- la référence du devis ;
- le service émetteur de la demande de prestation ;
- la désignation de la prestation (par référence à l'annexe financière de l'acte d'engagement) ;
- le prix unitaire hors taxe des prestations et/ou fournitures;
- le montant total hors taxes des prestations et/ou fournitures ;
- le taux et le montant des taxes appliquées au montant des prestations et/ou fournitures ;
- le montant toutes taxes comprises des prestations et/ou fournitures, la date et/ou le délai d'exécution de la prestation et/ou de la livraison ainsi que le lieu d'exécution ;
- la signature de la personne habilitée à engager la société.

Si la prestation nécessite l'intervention d'un sous-traitant, le devis du titulaire doit impérativement le préciser et une déclaration de sous-traitant doit être jointe au devis.

Si les termes du devis sont acceptés, l'Assemblée nationale notifie au titulaire son accord en lui notifiant un bon de commande selon les conditions décrites à l'article ci-dessus.

En cas de désaccord sur la définition des prestations, l'Assemblée nationale peut demander au titulaire d'établir une nouvelle offre qui doit être remis dans un délai maximal de deux (2) jours ouvrés ou un (1) jour ouvré en cas d'urgence. Si l'offre modifiée est acceptée par l'Assemblée nationale, le bon de commande est notifié au titulaire selon les modalités précitées.

9.3. Accès aux locaux

L'accès aux locaux est réservé aux personnels du titulaire expressément autorisés par l'Assemblée nationale, qui leur délivre un titre d'accès personnel. Ce badge doit toujours être porté en apparence sur les vêtements. Le personnel du titulaire doit toujours se conformer strictement aux consignes et directives de sécurité émises par l'Assemblée nationale. Les modalités d'intervention du personnel du titulaire et d'accès aux locaux sont décrites dans le Cahier des Clauses Générales (C.C.G) Assemblée nationale joint au présent cahier des charges.

9.4. Modalité d'intervention- Remise des documents

Les modalités d'intervention des prestations sont décrites dans le Cahier des Clauses Techniques et Particulières (CCTP).

Les documents (compte rendu, rapport d'intervention, fiche technique, etc.) à fournir au chef du département électricité ou à son représentant avant et après exécution des prestations comme pendant la durée d'exécution des prestations, sont définis au CCTP. Le non-respect de cette disposition expose le titulaire à l'application des pénalités prévues par l'article 12.2 « Pénalités » du présent CCAP.

9.5. Gestion des déchets et nettoyage de site

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée de l'accord-cadre. Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet de l'accord-cadre vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur. Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux (cf. article 3.5 du CCTP) . En cas d'absence de production des éléments attestant la traçabilité des déchets, le titulaire se voit appliquer, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité dont le montant est fixé par l'article 12.2 « Pénalités » du présent CCAP.

Le titulaire doit laisser le site propre et libre de tous déchets après chaque intervention sur site.

Il a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées.

9.6. Suivi d'exécution des prestations

Le pouvoir adjudicateur organisera des réunions avec le(s) titulaire(s) pour s'assurer de la bonne exécution des prestations, à compter du démarrage des prestations et établira un rapport annuel d'activité conformément aux exigences du CCTP.

9.7. Qualité des prestations

Le titulaire s'engage de façon générale à garantir la qualité des prestations au niveau le plus élevé des usages professionnels et des règles de l'art relatifs aux prestations du présent accord-cadre.

Les prestations doivent être conformes :

- aux prescriptions des normes homologuées, les normes applicables étant celles en vigueur le premier jour du mois précédant la date de notification ;
- aux spécifications contractuelles ;
- aux bons de commande.

Le suivi qualité de la mission s'effectuera avec l'interlocuteur privilégié désigné par le titulaire.

9.8. Logistique et livraison

Conformément à l'article 20.2 CCAG-FCS, la qualité des emballages doit être adaptée aux conditions et modalités de transport prévues dans le présent document. Elle est de la responsabilité du titulaire. Lorsque cela n'est pas de nature à contrevenir aux règles sanitaires et d'hygiène, le titulaire utilise des contenants réutilisables, recyclés, recyclables ou réemployés. Il veille également, dans la mesure du possible, à en réduire les quantités, en volume et en poids.

Les livraisons sont accompagnées de bons de livraison à l'en-tête du titulaire mentionnant :

- l'intitulé de l'accord-cadre et le numéro du bon de commande de l'Assemblée nationale

- la date d'expédition ;
- le lieu de livraison ;
- l'identité du destinataire ;
- la désignation du produit ;
- les quantités livrées et la quantité restant à livrer, le cas échéant ;
- les dénominations, mentions et indications propres à en permettre le contrôle.

Le titulaire est responsable de la fourniture jusqu'à réception et signature du bon de livraison. Il est également pleinement responsable de tous dommages matériels ou corporels susceptibles d'être provoqués par les opérations de livraison. Toute non-conformité observée à la réception pourra entraîner un refus de livraison.

9.9. Obligations de résultat du titulaire

Le titulaire s'engage à satisfaire aux obligations de résultat minimales exigées par l'Assemblée nationale qui sont décrites dans le CCTP.

Le titulaire s'engage à satisfaire aux exigences en termes de délais d'intervention, de mise à disposition de groupes électrogènes et du nombre de groupes électrogènes décrits dans les documents contractuels. Le non-respect de ces dispositions peut entraîner le rejet des prestations et peut avoir pour conséquence la résiliation de l'accord-cadre.

Tout manquement du titulaire aux engagements souscrits (notamment un retard du délai, d'intervention, d'approvisionnement, de réparation, de dépannage ou une livraison de pièce non-conforme ou dépassement du taux de panne) lui sera signalé par lettre recommandée avec avis de réception et pourra faire l'objet des pénalités et sanctions.

ARTICLE 10 - CLAUSES ENVIRONNEMENTALES

Dans le cadre de l'exécution des prestations, les véhicules utilisés par le titulaire relevant des normes Euro respectent au minimum les prescriptions de la norme EURO 5. Ils sont équipés de vignettes Critair de niveau 1 et 2 (y compris véhicules électriques et hydrogène).

Les véhicules légers (PTAC \leq 3,5 t) utilisés ont un seuil d'émissions de CO₂ de 113 g/km.

Il est également souhaité que le parc servant à l'exécution des prestations comprenne de préférence des véhicules à propulsion humaine, des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et thermiques) conformes aux normes en vigueur.

De la sorte, les prestations sont exécutées, autant que faire se peut, à l'aide de véhicules :

- dont la consommation de carburant est réduite ;
- les moins polluants en matière de rejets atmosphériques et en niveau sonore ;
- entretenus et suivis de manière à maintenir leur performance en termes de consommation et de limitation des nuisances (bruit et rejets) ;
- respectant le standard EURO 6 en matière d'émission de polluants.

Si le titulaire ne détient pas la certification « Label Objectif CO₂ », il respecte autant que faire se peut les éléments de cette certification dans le cadre de sa politique environnementale.

Il est rappelé que l'article L. 1431-3 du code des transports oblige à apporter une information à tout bénéficiaire d'une prestation de transport sur la quantité de GES émise par le ou les modes de transport utilisés.

ARTICLE 11 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

11.1. Opérations de vérifications

Par dérogation à l'article 27.1 du CCAG-FCS, les opérations de vérification sont effectuées, par délégation de l'acheteur, par le service en charge du suivi opérationnel de l'exécution.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-FCS, le délai imparti au service en charge du suivi opérationnel de l'exécution pour procéder aux opérations de vérification est de 10 jours à compter de la date de livraison du dernier livrable ou de l'achèvement de l'exécution du service.

Le titulaire ou son représentant est présent lors des opérations de vérification. Ces vérifications ont lieu sur place.

11.2. Admission, ajournement, réfaction et rejet

Conformément à l'article 30.1 du CCAG-FCS, l'acheteur prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations contractuelles. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou, en l'absence de décision, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la livraison ou de l'achèvement de l'exécution du service.

11.3. Mesures coercitives-Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Conformément à l'article 45.1 du CCAG-FCS, l'Assemblée nationale peut mettre le titulaire en demeure de se conformer aux dispositions de l'accord-cadre ou aux ordres de service dans un délai fixé dans le courrier de mise en demeure. Ce délai ne peut, sauf en cas d'urgence avérée, être inférieur à 48 heures courant à compter de l'heure de la réception, par le titulaire, de la mise en demeure.

Si le titulaire n'a pas déféré à cette mise en demeure, l'Assemblée nationale pourra faire exécuter les prestations par une autre entreprise, aux frais et risques du titulaire

11.4. Evaluation du titulaire

Outre les évaluations réalisées au titre du contrôle des prestations, l'Assemblée nationale se réserve la possibilité d'évaluer le titulaire sur le respect de ses engagements et du niveau de qualité des prestations.

Cette évaluation s'inscrit dans le cadre de la procédure d'évaluation des fournisseurs de l'Assemblée nationale. Elle est menée au travers d'une fiche d'évaluation, conforme aux standards de l'Assemblée nationale.

Le déclenchement et le pilotage de cette évaluation sont sous la responsabilité unique de l'Assemblée nationale. Les résultats sont communiqués au titulaire afin qu'il propose et mette en œuvre les actions requises sur les points d'amélioration identifiés.

11.5. Transfert de propriété

L'admission des fournitures ou des matériels acquis par l'Assemblée nationale entraîne le transfert de leur propriété, sous réserve des vices cachés.

11.6. Garantie

Le titulaire ne propose que des matériels dont il s'engage à assurer ou à faire assurer la maintenance pendant toute la durée d'exécution du marché à compter de leur livraison.

Il doit s'assurer de manière impérative que les produits et équipements qu'il fournit sont conformes aux spécifications contenues dans le CCTP et compatibles avec les installations existantes sur le site de l'Assemblée nationale.

Les équipements matériels acquis dans le cadre du présent marché bénéficient d'une garantie « standard constructeur » pendant une durée de deux (2) ans à compter de l'admission de l'équipement par l'Assemblée nationale.

Le contenu de la garantie standard comprend *a minima*, la remise en état de fonctionnement et le remplacement aux frais du titulaire du matériel défectueux (frais de conditionnement, d'emballage, transport), exception faite du cas où la défectuosité serait imputable à l'Assemblée nationale. Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour l'Assemblée nationale un préjudice, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent.

ARTICLE 12 - DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS

12.1. Délais d'exécution

12.1.1. Décompte des délais

Il est fait application des modalités de computation des délais d'exécution des prestations visées à l'article 3.2 du CCAG- FCS.

Lorsque le délai est fixé en heures, il commence à courir à son déclenchement et s'entend en heures courantes, sauf à ce qu'il soit précisé qu'il s'agit d'heures ouvrées, et expire à la fin de la dernière heure de la durée prévue.

12.1.2. Délais d'exécution des prestations

Le titulaire est tenu à des obligations de résultat concernant les délais définis à l'article 3.3 du CCTP.

12.2. Pénalités

➤ Dépassement des délais d'exécution

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, lorsque les délais contractuels sont dépassés, le titulaire encourt des pénalités de retard suivantes :

Non remise dans les délais impartis des livrables prévus à l'article 7 du CCTP	200 € par jour calendaire de retard
Non remise dans les délais impartis du planning d'intervention prévisionnel ou définitif (article 8.3 du CCTP)	100 € par jour calendaire de retard
Non remise dans les délais prévus des rapports de maintenance (articles 8.4, 9.4, 11 et 12 du CCTP)	200 € par jour calendaire de retard
Non-respect des délais dans la transmission des devis (9.2 du CCAP) et de la facturation des prestations (6.5 du CCAP)	100 € par jour calendaire jusqu'à transmission
OBLIGATIONS DE RÉSULTAT (ARTICLE 3.3 CCTP)	
Dépassement du nombre de dysfonctionnements	2 000 € par an
Dépassement du temps d'intervention (T.I.)	100 € par heure le premier jour 300 € par jour calendaire au- delà du 1er jour
Dépassement du temps de dépannage (T.D.)	100 € par heure le premier jour 300 € par jour calendaire au- delà du 1er jour
Dépassement du temps de réparation définitive (T.R.)	100 € par heure le premier jour 300 € par jour calendaire au- delà du 1er jour

➤ **Autres pénalités :**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, l'Assemblée nationale pourra également appliquer les pénalités suivantes :

Absence de production des éléments attestant la traçabilité des déchets en application des dispositions de l'article 20.4 du CCAG	500 € par jour calendaire jusqu'à régularisation
---	---

Manquement répété du titulaire, d'un de ses cotraitants ou d'un de ses sous-traitants admis au paiement direct, à l'obligation de transmission des factures <i>via</i> le portail de dématérialisation des factures.	500 € par cas constaté
Non-acquittement des formalités relatives au respect de la réglementation en matière de travail dissimulé	1 000 € par cas constaté
Non déclaration d'un sous-traitant	5 000 € par cas constaté
Non-remplacement d'un personnel nominativement désigné après le délai de 7 jours mentionné à l'article 3.2 du CCAP	200 € par jour de retard
Non-respect de l'obligation de formation et de qualification du personnel d'intervention (article 2.2. du CCTP)	200 € par cas constaté
Non-respect de l'obligation d'encadrement du personnel (article 2.3 du CCTP)	300 € par cas constaté
Constat de conditions de travail non-conformes aux règlements en vigueur (article 3.4 du CCTP)	500 € par cas constaté
Constat de carence dans l'exécution de la maintenance préventive (article 8 du CCTP)	1 000 € par cas constaté
Non-renseignement de la base de données sur le logiciel de GMAO ou non prise en compte des différentes demandes d'intervention sur le logiciel de GMAO (article 6 du CCTP)	100 € par cas constaté
Tout manquement aux obligations de confidentialité et de protection des données à caractère personnel prévues aux articles 14.1 et 14.3 du présent CCAP	1 000 € par cas constaté

➤ Modalités d'application des pénalités

L'ensemble des pénalités mentionnées à l'article 12.2 du présent CCAP sont cumulables.

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-FCS :

- Les pénalités sont dues au premier euro sans exonération à raison du montant ;
- Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 30 % du montant total hors taxes de l'accord-cadre ;

Lorsque l'Assemblée nationale envisage d'appliquer les pénalités, il invite par écrit le titulaire à présenter ses observations. Ce courrier précise le ou les retards ou manquements concernés, le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations. Ce délai ne peut être inférieur à deux jours ouvrés. À défaut de réponse du titulaire dans le délai imparti, le maître d'ouvrage applique les pénalités. Si le maître d'ouvrage considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard ou le manquement ne lui est pas imputable, les pénalités s'appliquent. Les pénalités de retard sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

ARTICLE 13 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

Le titulaire est dispensé de la constitution d'un cautionnement. Il n'est pas opéré de retenue de garantie.

ARTICLE 14 - CONFIDENTIALITÉ – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Le titulaire s'engage à faire respecter les dispositions qui suivent par ses personnels, préposés, mais également par tout opérateur économique intervenant pour son compte ou en partenariat avec lui (cotraitants et sous-traitants notamment).

14.1. Obligation de confidentialité

Chacune des parties s'engage à ce que les informations divulguées dans le cadre de l'exécution des prestations soient conservées de manière strictement confidentielle et ne soient en aucune manière diffusées à des tiers. Cette obligation de confidentialité est illimitée dans le temps.

Le terme « information confidentielle » signifie toute information relative à l'exécution du marché, que cette information ait été acquise directement ou indirectement au cours de discussions ou d'investigations entre les parties (notamment de façon orale, écrite, magnétique ou électronique).

Cela inclut toute information technique, rapports, de même que tout secret, donnée, spécification, logiciel et programme, documentation ou tout autre renseignement concernant ou se rapportant au marché, de même que les analyses, sommaires, rapports, compilations, études comparatives, travaux ou autres documents qui contiennent, reflètent ou ont servi à produire une telle information. Cela inclut également toutes les données à caractère personnel. L'intégralité des informations ainsi visées et dont le titulaire a connaissance à l'occasion de l'exécution du marché sont la propriété exclusive de l'Assemblée nationale.

Le titulaire s'interdit de divulguer toute information relative à l'organisation et l'activité de l'Assemblée nationale dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution des prestations. Il s'engage à faire respecter ces obligations par ses employés et à assumer les conséquences de leur violation.

Il est interdit au titulaire de faire une quelconque publicité pour les prestations faisant l'objet du présent accord-cadre, sauf à titre de référence dans le cadre d'une candidature à un marché public.

Toute demande d'un tiers, y compris de la presse, relative aux prestations fournies, doit être transmise au représentant de l'Assemblée nationale chargé du suivi administratif, juridique et financier des prestations.

Tout manquement à ces dispositions est susceptible d'entraîner la résiliation du présent marché, sans préjudice d'éventuelles poursuites civiles ou pénales.

14.2. Règles de sécurité applicables à l'accès aux locaux et/ou aux ressources informatiques

L'accès aux locaux et/ou aux ressources informatiques de l'Assemblée nationale est réservé aux personnels du titulaire et/ou de ses éventuels sous-traitants qui sont nommément agréés et respectent les règles de sécurité générales de l'Assemblée nationale qui leur sont communiquées.

Par « ressources informatiques », sont inclus notamment :

- les ordinateurs, serveurs, imprimantes et tout type de périphérique ;
- les réseaux informatiques des sites de l'Assemblée nationale constitués des câblages et d'éléments actifs ;
- les logiciels et tout service applicatif ;
- tout élément logiciel ou matériel constitutif de l'infrastructure ou des équipements informatiques de l'Assemblée nationale.

L'autorisation d'accès est délivrée après enquête diligentée par le service de sécurité compétent pour l'Assemblée nationale. Il est fait obligation au titulaire de fournir à l'Assemblée nationale :

- le patronyme et les prénoms de son agent ;
- une photocopie lisible et recto-verso d'un titre d'identité dont la nature varie selon la situation individuelle de l'agent visé :
 - carte nationale d'identité (CNI) ou passeport en cours de validité pour les ressortissants français et communautaires ;
 - titre de séjour en cours de validité avec une autorisation de travail valable ou carte de résident pour les étrangers extracommunautaires ;
- adresse actuelle de l'agent si celle-ci diffère de celle portée sur le titre d'identité fourni.

Le badge, lorsque l'accès aux locaux est physique, doit toujours être porté en apparence sur les vêtements. Toute nouvelle demande de badge est assortie d'un délai d'instruction de quatre (4) jours ouvrables. Ce délai doit être pris en compte par le titulaire dans l'organisation de ses effectifs.

Par ailleurs, l'Assemblée nationale se réserve la possibilité d'écarter de l'exécution du présent marché toute personne, quelle que soit sa nationalité, susceptible de porter atteinte aux règles de sécurité susmentionnées.

Avant tout commencement des prestations, le titulaire a l'obligation de transmettre à l'Assemblée nationale la liste des personnes y contribuant ainsi que toutes les habilitations nécessaires.

14.3. Protection des données à caractère personnel

Dans le cadre des traitements de données à caractère personnel réalisés pour l'exécution du marché, l'Assemblée nationale agit en qualité de responsable de traitement et le titulaire en qualité de sous-traitant, au sens du RGPD. Les obligations applicables figurent dans l'annexe « Protection des données ».

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat conformément au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

Toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

En cas de manquement par une des parties à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le contrat peut être résilié pour faute conformément à l'article 5.2 du CCAG.

Les parties au contrat sont autorisées à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat dans les conditions prévues à l'annexe « RGPD » du présent document.

ARTICLE 15 - RÉSILIATION – LITIGES - LANGUE

15.1. Résiliation

Le marché peut être résilié dans les cas et selon les modalités décrites aux articles 38 et suivants du CCAG-FCS.

Constituent également des motifs de résiliation pour faute du titulaire les cas de figure suivants :

- la non-fourniture ou l'inexactitude des renseignements prévus aux articles R2143-7 à R2143-10 du code de la commande publique ;

- l'absence de réponse ou de prise en compte d'une mise en demeure, y compris une éventuelle mise en demeure liée à la non-utilisation du portail de facturation ;

- en cas de manquements réitérés et persistants à l'obligation de dépôt, réception et transmission des factures via le portail dématérialisé selon les modalités définies à l'article « Modalités de règlement » ;

En cas de résiliation aux torts du titulaire, il peut être pourvu à l'exécution des prestations à ses frais et risques dans les conditions prévues à cet effet par le CCAG-FCS.

La résiliation est sans incidence sur l'exécution des prestations en cours.

15.2. Litiges

L'Assemblée nationale et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tous les différends qui pourraient survenir lors de l'exécution, soit directement, soit par la procédure de règlement des litiges telle que prévue à l'article L. 2197-3 du code de la commande publique.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution du présent marché, le Tribunal Administratif de Paris est le seul compétent à l'exclusion de toute autre juridiction.

15.3. Langue

Les documents relatifs au présent accord-cadre sont rédigés en Français.

ARTICLE 16 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Le présent document déroge aux articles suivants du CCAG-FCS.

- L'article 2 déroge à l'article 4.1 du CCAG FCS ;
- L'article 3.1.2 déroge à l'article 3.4.3 du CCAG FCS ;
- L'article 3.1.3 déroge à l'article 3.4.3 du CCAG FCS ;
- L'article 4.1 déroge à l'article 10.2.4 du CCAG-FCS ;
- L'article 8.2 déroge à l'article 9 du CCAG-FCS ;
- L'article 9.1.2 déroge à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS ;
- L'article 11.1 déroge aux articles 27.1 et 28.2 du CCAG-FCS ;
- L'article 12.2 relatif déroge aux articles 14, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-FCS.

ANNEXE – PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

L'annexe fait l'objet d'un document séparé du présent CCAP.